

Projet Accompagnement Québec-Guatemala

Rapport annuel 2012-2013

1^{er} juillet 2012 au 30 juin 2013



PROJET ACCOMPAGNEMENT
Québec-Guatemala

660, rue Villeray, # 2.115, Montréal (QC) H2R 1J1

Tél. : (514) 495.3131 • Téléc. : (514) 279.0120

paag@paag.org • www.paag.org

TABLE DES MATIÈRES

MOT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	3
LE PROJET ACCOMPAGNEMENT QUÉBEC-GUATEMALA.....	4
PRÉSENTATION DE L'ORGANISME	4
L'ÉQUIPE DU PAQG	5
LE PAQG AU SUD	6
LA SITUATION DES DROITS HUMAINS SOUS OTTO PÉREZ MOLINA : RÉPRESSION DES MOUVEMENTS SOCIAUX ET IMPOSITION DE MÉGAPROJETS	6
L'ACCOMPAGNEMENT INTERNATIONAL.....	7
<i>Cas de génocide</i>	7
<i>Condamnation pour la disparition forcée de l'étudiant Edgar Leonel Paredes Cheguen</i>	8
<i>Identification d'ossements (exhumations)</i>	9
<i>L'Accord 370-12</i>	9
DÉFENSE DES DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES ET DES DROITS TERRITORIAUX.....	9
<i>Hidro Santa Cruz, Barillas, Huehuetenango : les agressions, intimidations,</i> <i>criminalisation et tensions se poursuivent</i>	9
CRIMINALISATION ET L'ACCOMPAGNEMENT INTERNATIONAL.....	10
<i>Accusations contre les défenseurs des droits environnementaux et territoriaux</i>	10
LE PAQG AU NORD.....	11
RECRUTEMENT ET FORMATION	11
INFORMATION ET STRATÉGIES DE COMMUNICATION.....	11
<i>Site web et médias sociaux (Facebook, Youtube, Vimeo, etc.)</i>	11
<i>Médias</i>	11
ACTIONS URGENTES ET PRESSION POLITIQUE	14
ACTIVITÉS D'ÉDUCATION ET SENSIBILISATION DU PUBLIC	14
REMERCIEMENTS.....	24
ANALYSE SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS 2012-2013.....	24
REVENUS	24
DÉPENSES	24
BILAN.....	25
NOTE CONCERNANT LA COMPTABILITÉ PAR PROJETS.....	25
ANNEXE 1 – ÉTATS FINANCIERS COMPTABLES	26

Mot du conseil d'administration

L'année 2012-2013 nous a rappelé, plus que jamais, l'importance et la pertinence du travail d'accompagnement international réalisé au Guatemala ainsi que de l'appui solidaire effectué par le PAQG depuis le Québec.

Cette année en fut une d'espoir, de célébrations et de grandes déceptions dans le sinieux chemin de la lutte contre l'impunité au Guatemala. En effet, après plus de dix ans de travail acharné, les victimes du génocide ainsi que leurs avocats récoltaient le fruit de leurs nombreux et courageux efforts, alors que le Tribunal de Haut Risque déclarait l'ex-dictateur José Efraín Ríos Montt responsable de crime de génocide et de crimes contre l'humanité et le condamnait par le fait même à 80 ans de prison pour les événements survenus dans la région Ixil en 1982 et 1983. Les audiences, qui avaient débuté le 19 mars, pour culminer en cette journée historique du 10 mai 2013, ont permis au tribunal d'entendre plus de 60 experts et près d'une centaine de témoins. Des accompagnateurs d'ACOGUATE (le réseau dont fait partie le PAQG sur le terrain) ont été présents tout au long des audiences, accompagnant les témoins et autres victimes dans leurs communautés et à la salle d'audience.

Toutefois, les célébrations firent rapidement place à la déception, alors que le 21 mai, la Cour Constitutionnelle du Guatemala annulait le procès, pour vice de procédures, reportant le procès à une phase initiale, laissant planer le doute sur l'avenir du dossier. Bien entendu cette décision, largement critiquée par nombre d'observateurs, suscita l'indignation, tant des victimes que des organismes de défenses des droits humains. Néanmoins, le jugement de culpabilité restera marqué dans les mémoires et aura su donner une voix à la version défendue par les victimes depuis plus de trente ans.

Au Nord, le PAQG a poursuivi avec ardeur son travail de sensibilisation, d'engagement et d'éducation du public. En effet, nous avons poursuivi la présentation de notre exposition photos « Mines au Sud, Gaz au Nord : Même dépossession? » dans différents endroits de la province. Nous gardons aussi un excellent souvenir du passage et du poignant témoignage de Lolita Chávez, une militante guatémaltèque, déléguée du Conseil des peuples de l'Occident (CPO). Au cours de la tournée qu'elle a effectué dans différentes villes du Québec, du Canada et du nord des États-Unis, elle a pu s'exprimer sur la problématique de la criminalisation de défenseurs des droits humains, particulièrement lorsqu'il s'agit d'enjeux liés à la défense du territoire.

Nous souhaitons également remercier chaleureusement tous nos bénévoles pour leur généreux travail et leur importante contribution à la mission du PAQG. Rappelons, qu'en ces temps difficiles pour la coopération internationale, une organisation comme le PAQG ne pourrait survivre sans l'apport crucial de ses bénévoles.

Elyse Desjardins, présidente
Conseil d'administration

Le Projet Accompagnement Québec-Guatemala

Présentation de l'organisme

Le Projet Accompagnement Québec Guatemala (PAQG) existe depuis 1992. À l'époque, il appuyait les personnes guatémaltèques réfugiées au Mexique qui désiraient être accompagnées par des observateurs et observatrices internationaux au moment de réintégrer leur pays.

Depuis 1998, le PAQG répond, au sein de la Coordination de l'accompagnement international au Guatemala (CAIG), aux demandes d'accompagnement international formulées par des défenseurEs des droits humains qui reçoivent des menaces et des intimidations du fait du travail qu'ils et elles réalisent au Guatemala. Ces dernierEs se heurtent à des groupes de pouvoir liés aux anciennes forces répressives qui s'opposent à l'établissement d'un véritable état de droit.

Le PAQG accompagne également des survivantEs et des témoins des massacres commis par les forces armées au cours des 36 ans du conflit armé et qui craignent les représailles que pourrait entraîner leur lutte pour la justice.

Plus de 60 accompagnateurs et accompagnatrices du PAQG se sont ainsi relayéEs sur le terrain depuis 2001.

L'accompagnement international agit comme un élément dissuasif à l'encontre des agresseurs potentiels et représente un appui moral essentiel. Il contribue à rompre l'isolement des communautés et à attirer l'attention internationale sur le Guatemala. En cela, il favorise la création d'un espace plus propice à la reconstruction et à la démocratisation du pays.

Au Québec, le PAQG met en œuvre des activités d'éducation, d'information et de sensibilisation de la population québécoise au contexte historique, social et politique du Guatemala, ainsi qu'à la situation des droits humains dans ce pays. Le PAQG relaie également des actions urgentes incitant les gens à poser un geste concret de pression en écrivant directement aux dirigeantEs guatémaltèques afin de faire connaître leurs préoccupations suite à une situation de violation de droits humains.

Le PAQG est constitué de plusieurs centaines de membres individuels sympathisants ou bénévoles. Les membres ont accès à notre petit centre de documentation sur le Guatemala et peuvent également s'impliquer de différentes façon au sein du PAQG, par un appui ponctuel au bureau, au sein de comités de travail ou pour partir comme accompagnateurs/trices au Guatemala.

L'équipe du PAQG

Le bureau

Marie-Dominik Langlois,
Coordonnatrice(sept. 2011 - 2013)

Stéphanie Schwanen,
chargée de l'éducation(sept. 2012- juin 2013)

Élyse Blackburn,
comptable (depuis février 2012)

Rosette Gagnon-Bélanger,
stagiaire(sept. 2012 - mars 2013)

Vanessa Girouard,
stagiaire(sept. 2012 à fév. 2013)

Dana Fares,
stagiaire en informatique(fév. 2013)

Fanny Poirier,
stagiaire (avril à septembre 2012)

Membres du conseil d'administration (élus à l'assemblée générale de décembre 2012)

Elyse Desjardins, présidente

Elyse est membre du conseil d'administration du PAQG depuis janvier 2011. Détentrice d'un baccalauréat en relations internationales et droit international et d'un baccalauréat en sciences juridiques à l'UQAM. Membre du PAQG depuis 2009, elle séjourna au Guatemala durant un an au cours duquel elle travailla comme accompagnatrice pendant 6 mois et réalisa un stage sur la problématique de l'exploitation minière dans le département de San Marcos. En 2011, elle compléta un stage au Honduras auprès du Comité de familles de détenus-disparus de l'Honduras (COFADEH).

Tania Sagastume, vice-présidente

Geneviève Trépanier, secrétaire

Geneviève a connu le PAQG en 2010 dans le cadre de sa maîtrise en études internationales. Elle a accompagné à l'hiver 2011 et a intégré le CA au début de 2012. Ayant aussi fait un baccalauréat en service social, elle s'intéresse particulièrement aux droits de la personne et aux différents contextes d'interventions interculturelles. Geneviève travaille comme assistante-coordonnatrice de projets auprès de l'organisme ARO CoopérAction InterNational, guatémaltèque.

ce qui l'amène à accompagner des groupes sur le terrain de la solidarité internationale.

Nathalie Brière, trésorière

Nathalie a travaillé à titre de coordonnatrice du PAQG durant cinq ans (de 2002 à 2007). Auparavant, elle a été co-coordonnatrice du Projet Accompagnement national au Guatemala durant la période du retour des réfugié-e-s guatémaltèques entre 1994 et 1997. Elle fut une des premières accompagnatrices du Québec durant la période du retour des réfugié-e-s guatémaltèques du Mexique au Guatemala. Entre 1998 et 2000, elle a également intégré l'équipe du Service international pour la paix (SIPAZ) au Chiapas, qui participe, dans une perspective de non-violence, à la construction de la paix au Mexique.

Fanny Poirier, administratrice

Fanny possède un baccalauréat en politique économique et sociale et une maîtrise en conduite de projets de développement territorial de l'Université Pierre Mendès France de Grenoble (France). Elle fut stagiaire au PAQG d'avril à septembre 2012 et réalisa un mémoire de recherche sur les impacts socio-économiques de la mine Marlin sur le territoire guatémaltèque.

Vanessa Girouard, administratrice

Vanessa est titulaire d'un baccalauréat en relations internationales et droit international et d'un certificat en études féministes de l'Université du Québec à Montréal. Elle a contribué à deux reprises à la Clinique internationale de défense des droits humains de l'UQAM, où elle a notamment travaillé à l'amélioration du litige stratégique en matière de droits économiques, sociaux et culturels. Impliquée au Projet Accompagnement Québec-Guatemala depuis octobre 2012, elle a participé à la rédaction d'un document de synthèse portant sur la politique étrangère canadienne en ce qui a trait à l'exploitation minière à l'étranger.

Guillaume Charbonneau, administrateur

Guillaume est membre du PAQG depuis 2009, année durant laquelle il fut accompagnateur au Guatemala durant quatre mois. Guillaume possède un baccalauréat en sociologie avec mineure en science politique de l'Université du Québec à Montréal, institution où il étudie présentement à la maîtrise en sociologie. Son mémoire de recherche porte sur le discours

des défenseurs des droits humains au Honduras suite au coup d'État du 28 juin 2009, et c'est aussi dans le cadre de ses activités académiques qu'il coordonna depuis Tegucigalpa le Projet d'Accompagnement International au Honduras (PROAH) au cours de l'année 2011.

Étienne Roy-Grégoire, administrateur

Etienne est titulaire d'une maîtrise en science politique de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et d'un baccalauréat en anthropologie de l'Université de Montréal. Ses recherches portent principalement sur la politique étrangère canadienne et sur les activités extractives en contexte de conflit ou de post-conflit en Amérique latine. Il est membre du Groupe de recherche sur les activités minières en Afrique et du Centre interdisciplinaire de recherche en développement international et société (CIRDIS) de l'UQAM. Il travaille actuellement dans le domaine des droits humains.

Luis Calderón, administrateur

Le PAQG au Sud

La situation des droits humains sous Otto Pérez Molina : répression des mouvements sociaux et imposition de mégaprojets

L'ex-général Otto Pérez Molina est devenu président du Guatemala à compter de janvier 2012. Élu pour sa politique de bras de fer (*mano dura*), il dirigera le pays jusqu'en 2016. Otto Pérez Molina est associé à l'extrême droite guatémaltèque très proche des militaires et de la classe dominante qui contrôle le pays. Le bilan des dix-huit premiers mois du gouvernement de Pérez Molina s'est soldé par l'augmentation des assassinats, culminant avec une moyenne de 17 assassinats par jour pour la période de janvier à juin 2013. Le régime s'est aussi caractérisé par l'utilisation de la force dans de nombreux conflits.

Le 1^{er} mai 2012, le gouvernement guatémaltèque décrétait l'état d'exception dans l'état de Huehuetenango suite à un conflit causé par la présence d'une compagnie espagnole désireuse de construire un barrage hydroélectrique. Dès juin 2007, la population locale avait fortement exprimé son désaccord au projet lors d'une consultation populaire à laquelle 46 609 personnes s'étaient déclarées contre l'extractivisme et pour la défense du territoire et des droits collectifs. Lors de l'état d'exception de mai 2012, dix-sept leaders communautaires furent arrêtés de façon arbitraire pour n'être ensuite libérés que près de 8 mois plus tard.

Le 4 octobre 2012, alors que la population ki'che' de Totonicapan manifestait contre la hausse des frais d'électricité et les impacts pour les peuples autochtones des réformes constitutionnelles (notamment la nouvelle loi minière), les forces de l'armée ont réprimé violemment les manifestants, faisant sept morts et plus de trente personnes blessées. L'ONU a décrié l'utilisation de l'armée pour gérer les conflits sociaux.

En 2013, le phénomène de stigmatisation et de répression contre les peuples mayas engagés dans la défense des droits collectifs et du territoire s'est accentué. L'arrestation arbitraire de Ruben Herrera le 15 mars et l'assassinat de Daniel Pedro Mateo en avril – tous deux activistes communautaires de Barillas – ainsi que l'enlèvement de 4 membres du peuple Xinca (dont un fut retrouvé mort) qui s'apprêtaient à organiser un référendum populaire, montrent clairement la stratégie de répression utilisée contre les défenseurs de l'environnement.

Le 2 mai 2013, le gouvernement guatémaltèque décréta l'état d'exception dans quatre municipalités avoisinantes à un projet minier de la compagnie canadienne Tahoe Resources (dont Goldcorp détient 40% des actions), suite à des manifestations contre ce projet. L'état d'exception signifie pour les résidents la levée des droits constitutionnels, des arrestations sans mandats, une absence de liberté de mouvement, de réunion et de manifestation pacifique. L'Unité de protection des défenseurs et défenseuses des droits humains au Guatemala (UDEFEQUA) a « condamné l'utilisation de l'état d'exception pour résoudre la problématique sociale dérivée de l'imposition d'une entreprise minière canadienne » et signale qu'il y a absence de dialogue véritable et subordination des intérêts nationaux à ceux du commerce.

L'utilisation des politiques répressives contre les communautés opposées aux projets d'extraction minière et hydroélectriques s'inscrit dans une histoire de marginalisation et d'exclusion du peuple maya. Lolita Chavez, porte-voix du Conseil des peuples kiché, qui était de passage au Québec en mars 2013, parle de quatre vagues visant l'annihilation des peuples mayas : 1) la conquête (ou l'invasion, comme disent les Mayas); 2) l'indépendance par les descendants des Espagnols; 3) le conflit armé interne; 4) la néo-colonisation par les transnationales extractives, les plus importantes étant des minières canadiennes.

L'accompagnement international

Le PAQG continue à participer aux efforts d'accompagnement international au Guatemala par sa participation à ACOGUATE (Accompagnement international au Guatemala), dont les membres ont assuré une présence dans différents processus de réclamation de la justice reliés à des crimes du passé, durant la période du conflit armé; auprès de dirigeantEs communautaires qui luttent pour la défense du territoire et contre l'exploitation minière et autres mégaprojets, ainsi qu'auprès d'autres défenseurEs de droits humains.

Voici quelques cas accompagnés par des accompagnateurs internationaux au sein d'ACOGUATE en 2012-2013.

Cas de génocide

Le 19 mars 2013 s'est ouvert le procès historique pour génocide et crimes contre l'humanité contre l'ex-dictateur et général Efraín Ríos Montt et son chef du renseignement militaire, Rodríguez Sánchez, pour les crimes commis contre le peuple ixil entre 1982 et 1983. Ríos Montt est le premier ex-dictateur à être jugé dans un tribunal national pour génocide et crimes contre l'humanité. Sa présidence (1982-83) est connue comme la période la plus sanglante

de la guerre civile guatémaltèque (1960 à 1996), laquelle a fait, selon l'ONU, 200 000 morts et 50 000 disparus.

Du 19 mars au 18 avril, le tribunal a écouté près d'une centaine de témoignages à propos de massacres et de crimes de violence sexuelle commis dans la région ixil, ainsi que des témoignages d'experts psychosociaux, de juristes en droit international et de légistes. Le 19 avril, alors que le procès touchait à sa fin, il fut suspendu à cause d'une résolution de la juge Carol Patricia Flores, qui cherchait à invalider toutes les procédures ayant eu lieu après le 23 novembre 2011 en raison d'un vice procédural, ce qui aurait eu comme effet de ramener le dossier au point où il était à cette date. Le procès reprit le 7 mai le tribunal émit un verdict le 10 mai. Dans un jugement historique, le tribunal, dirigé par la juge Yassmin Barrios, a condamné Rios Montt à 50 ans de prison pour génocide et à 30 ans supplémentaires pour crimes contre l'humanité, pour un total de 80 ans fermes, sans possibilité de sortie et prenant effet immédiatement. Il s'agit de la première fois de l'histoire de l'Amérique latine qu'un ancien chef d'État est trouvé coupable de génocide dans un tribunal national. Le 20 mai, la Cour constitutionnelle annulait la condamnation pour vice de procédure et invalidait toutes les procédures et témoignages ayant eu lieu après le 19 avril. Deux juges de la Cour constitutionnelle ont vivement critiqué cette décision, la jugeant disproportionnée et indiquant que l'annulation du jugement brimait les droits constitutionnels des victimes à la justice. Selon les informations dont nous disposons en novembre 2013, le procès ne sera probablement pas ouvert de nouveau avant 2015.

Le procès a été inondé de recours constitutionnels (*amparos*) de la part de la défense qui visait à invalider l'affaire en la paralysant. De plus, les tensions se sont cristallisées autour du génocide (le camp « oui, il y a eu génocide » et le camp « il n'y a pas eu de génocide »), notamment à travers les pages de journaux payées par la Fondation contre le terrorisme (une organisation dirigée par un fils d'ancien militaire) et par le Comité des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières (CACIF). Malgré le retour en arrière du procès, une large partie de la société civile guatémaltèque se félicite du jugement condamnant Rios Montt pour génocide et crimes contre l'humanité. Il s'agit, de la part d'un tribunal national, d'une reconnaissance substantielle des crimes du passé et de la lutte pour la dignité des peuples mayas. Nous déplorons toutefois que la reprise du procès à un moment ultérieur signifie que les victimes devront comparaître à nouveau. Ce processus est d'ailleurs particulièrement traumatisant pour les femmes qui ont été victimes de violences sexuelles durant le conflit.

Tout au long du procès, le PAQG a relayé à ses membres l'information envoyée régulièrement par le Centre pour l'aide légale aux droits humains (CALDH), une des parties civiles au procès. Aussi, le PAQG a été sollicité par les médias pour ses analyses et son suivi du procès, démontrant que l'organisme est reconnu au Québec pour son expertise par rapport à la conjoncture guatémaltèque et son accès privilégié au terrain.

Condamnation pour la disparition forcée de l'étudiant Edgar Leonel Paredes Cheguen

Le 26 mars 2013, l'ex-militaire Isidro Cardona Osorio fut condamné à 50 ans et 6 mois de prison pour crimes contre l'humanité et pour la disparition forcée de l'étudiant Edgar Leonel Paredes Cheguen, en janvier 1982 à Chiquimula. Le procès fut initié de nouveau après l'appel du jugement innocentant l'accusé en 2011. ACOGUATE a observé les audiences, à la demande de FAMDEGUA.

Identification d'ossements (exhumations)

Les exhumations de Cobán, menées par l'Association des familles des détenus et disparus du Guatemala (FAMDEGUA) et l'équipe technique de la Fondation d'anthropologie légiste du Guatemala (FAFG), se sont terminées cette année. La première victime à être identifiée est Roberto Enrique Cac Sus, disparu le 5 avril 1982, qui fut inhumé en janvier 2013. ACOGUATE a accompagné FAMDEGUA à l'inhumation à San Cristóbal, Alta Verapaz. En date de juillet 2013, sept victimes avaient été identifiées. ACOGUATE a aussi accompagné FAMDEGUA lors de l'identification des ossements exhumés du massacre de Los Josefinos, Petén, de 1982.

L'Accord 370-12

Le 2 janvier 2013, le journal officiel publiait l'Accord 370-12 qui réclamait que la Cour interaméricaine n'aie pas compétence dans les cas de violations de droits humains perpétrés avant le 9 mars 1987, date à laquelle l'État du Guatemala a reconnu la compétence de la Cour interaméricaine sur tous les cas relatifs à la Convention américaine sur les droits humains. Cependant, suite à de nombreuses réactions tant au niveau national qu'international et à une forte pression de la part d'organisations de droits humains, le 11 janvier, soit une semaine suivant la parution de la nouvelle, le gouvernement annulait l'Accord 370-12. Le président déclara : « nous ne voulons pas donner le moindre signal sur une possible régression dans le domaine des droits humains. »

Défense des droits des peuples autochtones et des droits territoriaux

Hidro Santa Cruz, Barillas, Huehuetenango : les agressions, intimidations, criminalisation et tensions se poursuivent

Libération des prisonniers. Le 11 février 2013, les 8 prisonniers détenus depuis les événements de Barillas du 1^{er} mai 2012 furent libérés. La Haut-Commissaire des Nations Unies pour les droits humains reconnut que les détentions antérieures au 4 mai (date à laquelle est entré en vigueur l'état d'exception) étaient arbitraires. ACOGUATE a accompagné les avocats dans ce cas.

Daniel Mateo. Le 17 avril 2013, le corps du leader communautaire Daniel Mateo Pedro fut retrouvé sans vie à Santa Eulalia, Huehuetenango. Daniel Mateo avait appuyé publiquement la lutte contre Hidro Santa Cruz. ACOGUATE a observé son enterrement à la demande du Mouvement social de Santa Eulalia (duquel Daniel Mateo faisait partie) qu'ACOGUATE accompagne désormais depuis le mois de mai 2013.

Détention et libération de Ruben Herrera. Ruben Herrera, co-fondateur du Conseil des peuples de l'Ouest du Guatemala (CPO) et membre de l'Assemblée départementale de Huehuetenango (ADH), fut détenu le 15 mars suite à des accusations à son encontre, en raison de son activisme pour les droits territoriaux et des peuples autochtones de la région. Il fut libéré provisoirement le 30 mai par manque d'arguments justifiant sa détention préventive en prison jusqu'à son audience en décembre. ACOGUATE accompagne ADH.

Exploitation minière, San Rafael Las Flores. Le 3 avril, le gouvernement a octroyé le permis d'exploitation pour la mine El Escobal à San Rafael Las Flores, Santa Rosa. Le permis fut donné malgré l'absence de consultation de la population qui en sera affectée. Cependant, les communautés organisent des consultations populaires sur le projet dans les villages de la municipalité. Des vingt-six villages, huit ont été consultés (en date de juillet 2013), avec une moyenne de rejet du projet minier de 97-98 %. Le 8 avril, la population a débuté une résistance pacifique face à la mine. Onze personnes furent violemment expulsées et vingt-neuf emprisonnées. Le 15 avril, ces dernières furent remises en liberté, sans accusation portée contre elles.

Criminalisation et l'accompagnement international

L'installation d'une cimenterie de l'entreprise Cementos Progreso à San Juan Sacatepequez a donné lieu à beaucoup d'agitation sociale dans la ville au cours des dernières années. Les Brigades de paix internationales (PBI, sigle en anglais) ont accompagné les membres de douze communautés près de la cimenterie depuis 2008. Les personnes accompagnées demandent aux autorités que soient pris en compte les résultats de la consultation communautaire menée en 2007. En février 2013, *El Periódico* a publié deux articles payés par la municipalité de San Juan Sacatepequez, dans lesquels elle signalait directement que le Comité pour l'Unité Campesino (CUC) et PIB avaient fomenté des troubles sociaux et de la violence et qu'ils avaient appuyé des « actes de vandalisme et de terrorisme ». PBI a répondu en précisant que la non-violence et la non-ingérence étaient deux de ces principes fondamentaux et que son travail, ainsi que celui de l'accompagnement international, fournissait une alternative non violente aux menaces et aux attaques dont sont victimes les gens accompagnés.

ACOGUATE se réunit et se coordonne régulièrement avec PIB. Les signalements furent très préoccupants, en raison des implications qu'ils comportent pour l'accompagnement international en général dans le contexte actuel au Guatemala. ACOGUATE a également remarqué des réactions négatives face à la présence d'accompagnateurs-trices dans différents contextes, notamment lorsqu'un accompagnateur a reçu des menaces verbales à Barillas. La Convergence pour les droits humains a réagi aux accusations portées contre PBI avec une déclaration valorisant le travail d'accompagnement international : « [...] l'accompagnement international a été au Guatemala - et dans d'autres pays - un mécanisme de protection non étatique pris en charge par les citoyens et les gouvernements à travers le monde. L'accompagnement international est un témoin de la situation vécue par les défenseurs et défenseuses qui cherchent à arrêter l'agression physique contre eux. Au Guatemala, au cours du processus de paix, il a été reconnu que l'appui fourni par des organisations comme les Brigades de paix internationales et d'autres organisations a été inestimable dans la création d'un environnement favorable à la fin du processus de négociation qui a abouti à la signature de la paix. »

Atteintes à la réputation des défenseurs des droits environnementaux et territoriaux

Les organisations qui dénoncent les mégaprojets extractifs et hydroélectriques et revendiquent les droits territoriaux ainsi que le droit à la consultation des populations autochtones ont vu leur légitimité attaquée publiquement. La « Fondation contre le terrorisme », un regroupement militariste soutenant qu'il n'y a jamais eu de génocide au

Guatemala, s'en est pris aux personnes impliquées dans la défense de l'environnement et du territoire par des publications payées dans la presse guatémaltèque. Elle y accuse les organisations de défense des droits de poursuivre le conflit armé par d'autres moyens et soutient que la Cour Interaméricaine des droits de l'homme est corrompue par le « business des droits humains ». Si la grossièreté de telles attaques saute aux yeux, il n'en reste pas moins qu'elles participent d'une stratégie plus large de discréditation et de criminalisation des mouvements sociaux de défense du territoire.

Le PAQG au Nord

Recrutement et formation

Le PAQG n'a pas procédé à des activités de recrutement pour la période 2012-2013 en raison des changements sur le processus de sélection au sein d'ACOGUATE. Cependant, deux accompagnatrices, Catherine Bergeron et Alexe Allard, ont effectué un séjour à l'automne 2012.

Un diagnostic des besoins concernant les activités préparatoires à l'accompagnement international s'est fait en mars, notamment par la participation d'une déléguée du PA à la rencontre des comités membres d'AGOGUATE et un processus de réflexion interne au sein du PAQG. La relance des comités recrutement et formation a été enclenchée en juin 2013 et se poursuivra dans l'année à venir pour reprendre en force la mission d'accompagnement international du PAQG.

Information et stratégies de communication

Site web et médias sociaux (Facebook, Youtube, Vimeo, etc.)

Le PAQG a produit plus de 25 bulletins électroniques en 2012-2013, dans lesquels il donnait de l'information sur le PAQG, sur les activités de recrutement et d'éducation, ainsi que des analyses et actualités sur le Guatemala et des actions urgentes/pétitions à appuyer du Québec. De plus, la page Facebook du PAQG fut très active tout au long de l'année pour partager des informations intéressant notre réseau. C'est plus de 11 000 visites que le PAQG a reçu sur sa page Facebook.

Médias

Le PAQG a doublé d'ardeur dans ses relations avec les médias, ce qui lui a valu une couverture médiatique importante pour l'année passée. Voici quelques exemples.

Médias	Type	Date	Titre	Lien
CBC	Télé	11 mai 2013	Téléjournal	http://www.cbc.ca/player/News/Canada/Montreal/ID/2384651021/ (minute 7)

Médias	Type	Date	Titre	Lien
La Presse	Écrit	16 mai 2013	Guatemala: des vies broyées par la répression	http://www.lapresse.ca/international/201305/16/01-4651448-guatemala-des-vies-broyees-par-la-repression.php
La Presse	Écrit	25 avril 2013	Guatemala: le sinueux chemin de la justice	http://www.lapresse.ca/international/amerique-latine/201304/25/01-4644422-guatemala-le-sinueux-chemin-de-la-justice.php
CKUT	Radio	16 mai 2013	Vigile de soutien au peuple Xinka par le Projet d'Accompagnement Québec-Guatemala Rencontre avec Marie-Dominik Langlois puis Anabella du PAQG	http://montreal.mediacoop.ca/fr/audio/ckut-lendemain-de-la-veille-vigile-de-soutien-aup/17582
Radio-Canada International (RCI)	Radio	8 mars 2013	Día Internacional de Mujer: la lucha de Lolita Chávez Ixcaquic por su tierra y su cultura	http://www.rcinet.ca/espanol/en-cartelera/entrevistas-2012/15-44-2013-03-08-dia-internacional-de-mujer-la-lucha-de-lolita-chavez-ixcaquic-por-su-tierra-y-su-cultura/
Coop média de Montréal	Web	18 mars 2013	Assassinats et répression entourant une mine canadienne – Une porte-parole, malgré le choc, est venue nous parler à Québec « Choisir la vie au lieu de l'or »	http://montreal.mediacoop.ca/story/assassinats-et-r%C3%A9pression-entourant-une-mine-canad/16814
HispanTV	Web	18 mai 2013	Solidaridad con los Xincas de Guatemala en Montreal	http://www.youtube.com/watch?v=dFn2x-T40zk
La Presse Canadienne	Écrit	10 mai 2013	Guatemala : l'ex-dictateur Rios Montt est reconnu coupable de génocide	http://www.tv5.ca/sujets/actualites/guatemala-l-ex-dictateur-rios-montt-est-reconnu-coupable-de-genocide-1.html
Radio-Canada International (RCI)	Radio	13 juin 2013	El general y el genocidio: El caso Rios Montt	http://www.rcinet.ca/es/2013/06/13/5894/

Médias	Type	Date	Titre	Lien
Le Devoir	Écrit	27 avril 2013	La difficile convalescence du Guatemala La suspension du procès pour génocide du dictateur Efraín Ríos Montt met à l'épreuve la recherche de la vérité	http://www.ledevoir.com/international/actualites-internationales/376798/la-difficile-convalescence-du-guatemala
Associated Press / Le Devoir	Écrit	13 mai 2013	Guatemala - Première journée en prison pour Ríos Montt	http://www.ledevoir.com/international/actualites-internationales/378043/premiere-journee-en-prison-pour-rios-montt
Rabble	Web	28 février 2013	Resistance when land and life are in peril: Guatemalan human rights defender speaks in Canada	http://rabble.ca/news/2013/02/resistance-when-land-and-life-are-peril-guatemalan-human-rights-defender-speaks-canada
RCI	Radio	16 mai 2013	Vigilia del PAQG a favor de la comunidad Xinka de Guatemala	http://www.rcinet.ca/es/2013/05/16/vigilia-del-paqq-a-favor-de-la-comunidad-xinka-de-guatemala/
RCI	Radio	29 avril 2013	Guatemala: procès de l'ex-dictateur Ríos Montt annulé	http://www.rcinet.ca/fr/2013/04/29/guatemala-proces-de-lex-dictateur-rios-montt-annule/
Guatevision	Télé	15 mai 2013	Organizaciones en Canadá realizaron vigilia a favor del pueblo Xinka	http://www.youtube.com/watch?v=keU9cgmF5Cw
Revue Relations	Écrit	Février 2013	Minières et répression – La répression des opposants à l'extractivisme reprend de l'ampleur au Guatemala	http://www.cjf.qc.ca/fr/relations/article.php?id=3068
Revue Relations	Écrit	Août 2013	Un procès historique au Guatemala	http://www.cjf.qc.ca/fr/relations/enkiosque.php?idp=129 (à venir en ligne)
The Gazette	Écrit	22 mars 2013	Canadian 'invasion' of Guatemala's mines causing conflicts	http://www.montrealgazette.com/touch/news/montreal/Canadian+invasion+Guatemala+mines+causing+conflicts/8140281/story.html?rel=813072
CUTV	Télé web	21 mai 2013	Vigile pour les victimes de l'état d'urgence au Guatemala	http://cutvmontreal.ca/videos/2682

Actions urgentes et pressions politiques

En 2012-2013, le comité d'action politique s'est doté d'une structure et d'une procédure. Il a aussi commencé à réagir aux demandes d'appui aux actions urgentes, organisé une rencontre avec l'ambassadeur du Guatemala au Canada et organisé une vigie d'appui au peuple Xinca avec des représentants d'organisation de solidarité avec le Guatemala (Comité pour la justice sociale, Comité pour les droits humains en Amérique latine, Coalition québécoise sur les impacts socio-environnementaux des transnationales en Amérique latine).

Le 25 juillet 2012, le PAQG a cosigné une lettre destinée à la secrétaire exécutive de la Commission interaméricaine des droits humains (Organisation des États Américains), Elizabeth Abi-Mershed, afin d'obtenir son appui pour l'accélération du processus de protection demandé pour la défenderesse des droits humains au Guatemala Yolanda Ouelí. Cette dernière a finalement obtenu une protection de la police civile nationale le 18 septembre 2012.

Le 28 mai 2013, le PAQG a écrit avec le CDHAL et la coalition QUISETAL une lettre au procureur général et au président du Guatemala afin de condamner l'arrestation arbitraire de Rubén Herrera, défenseur des droits humains auprès de l'ADH, et pour appuyer sa libération.

Le 12 juin 2013, le PAQG a écrit une lettre au ministre de l'intérieur afin d'exprimer son inquiétude par rapport à la sécurité de Lolita Chávez.

Le 13 juin 2013, le PAQG a cosigné une lettre adressée au président du Guatemala demandant la révocation du permit d'exploitation pour le projet Escobal, opéré par Minería San Rafael, un sous-traitant de Tahoe Resources, dont les actions sont détenues à 40 % par Goldcorp.

Activités d'éducation et sensibilisation du public

Plusieurs activités d'éducation ont eu lieu à l'automne 2012, dont la tournée de l'expo-photo « Mines au Sud, Gaz au Nord : Même dépossession? » Elle a été affichée dans plusieurs endroits au Québec et en Nouvelle-Écosse (avec traduction anglaise) tout au long de l'année. En septembre, lors de la soirée de rentrée commune au PAQG et au Comité pour la justice sociale, nous avons présenté un atelier sur la *Valle de Siria* au Honduras et le documentaire de Steven Schnoor « All that glitters isn't gold/Tout ce qui brille n'est pas or. » En novembre, dans le cadre des Journées québécoises de la solidarité internationale, nous avons participé à une série de conférences à la maison du développement durable, entre autres avec la Fédération des femmes du Québec, le Réseau québécois des groupes écologistes, la Coalition québécoise sur les impacts socio-environnementaux des transnationales en Amérique Latine, Amnistie internationale, le Comité de vigilance de Malartic et la Coalition Pour que le Québec ait meilleure mine. En décembre, pour célébrer les vingt ans du PAQG, nous avons organisé une soirée festive, précédée de projections documentaires et des interventions des fondateurs du PAQG, des ancien-ne-s accompagnateurs-trices, Matéo Pablo, Marc-André Anzueto, et des prêtres mayas. Les invités artistiques de la soirée étaient Tomas Jensen et Damien Robitaille.

En mai, le PAQG a organisé, en collaboration avec des organismes de solidarité internationale et des autochtones du Québec, une vigile pour les victimes de l'état d'urgence au Guatemala. Cette activité consistait en une marche avec des bougies jusqu'au consulat guatémaltèque. L'événement a été couvert par plusieurs médias et nous avons constaté une grande participation malgré la pluie.

Au printemps, le PAQG a organisé une tournée d'activités sur la criminalisation de la défense du territoire. Dans ce cadre, le PAQG, et plus particulièrement sa coordonnatrice Marie-Dominik, a accueilli Lolita Chávez, coordonnatrice de projet à l'Association de femmes autochtones voix de la résistance, fondée en 2010. L'Association travaille auprès des femmes autochtones, qui sont normalement marginalisées par l'État, et vise à augmenter la participation de celles-ci au processus décisionnel concernant leur communauté. Lolita Chávez est venue en tant que déléguée du Conseil des peuples du Kiché (CPK) et du Conseil des peuples de l'Occident (CPO). Mère de famille d'origine maya-kiché, elle est un témoignage vivant : elle a été victime d'attentats contre sa vie pour son implication dans l'organisation de consultations communautaires sur l'exploitation des ressources naturelles. Avec Lolita Chávez, nous avons réalisé des activités et des conférences avec d'autres organismes partenaires. La tournée s'est déroulée du 2 mars 2013 au 4 avril 2013 et a compté sur la participation de près de 30 organisations et la présence de 2000 personnes aux activités. À travers les conférences données, le Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG) a pu sensibiliser la population nord-américaine aux impacts sur les droits humains de l'exploitation minière sur les communautés autochtones et à la criminalisation de la défense des droits au Guatemala et dans les Amériques.

Le bilan de cette tournée fut globalement positif. Entre autre, elle eut une grande ampleur en Amérique du Nord, les activités étaient variées, des liens forts se sont tissés avec Lolita Chávez, de nombreux partenaires ont participé à ce succès, les événements ont été largement couverts par plusieurs médias (The Gazette, La Presse, Radio-Canada International, médias communautaires, etc.) et elle a contribué à la hausse des signatures pour notre carte-postale pétition. Le PAQG souhaite d'ailleurs souligner le grand travail de Stéphanie et de Marie-Do.

Bref résumé des résultats quantitatifs du projet

8	Affichages de l'expo-photos et conférences pré-tournée
15	Organisations ayant participé au projet
10	Villes visitées par Lolita Chavez
15	Conférences données par Lolita Chavez
3	Articles publiés
6	Entrevues médiatiques concernant la tournée de conférences
2	Rencontres avec des députés de l'opposition fédérale (16 députés en tout)
2	Rencontres avec des groupes d'investisseurs canadiens
1	Rencontre avec le ministère des Affaires étrangères et du commerce international
15	Vidéos produites
1000	Nombre de cartes postales signées
150	Adhésions à bulletins électroniques
2000	Personnes ont assisté aux activités de la tournée
5000	Personnes qui ont suivi la page Facebook durant le mois de mars
10 000	Touché indirectement par activités de diffusion et médiatiques

Tournée d'activités sur la criminalisation de la défense du territoire

Évènement	Date	Lieu	Organisations partenaires	Description de l'activité	Public ciblé	Nb pers
Conférence en anglais 'Canada as a legal haven of the world mining industries : the consequences for human and environmental rights'	4 mars 2013	Dunton Tower 2017, Université Carleton, Ottawa, Ontario	Brigades de Paix Internationales (PBI), Groupe d'orientation politique sur les Amériques (GOPA) et Mines Alertes Canada (MWC)	Conférence ouverte au public à l'Institute of Interdisciplinary Studies de l'Université Carleton avec les conférenciers Alain Deneault et Christine Jones de PBI	Étudiants premier cycle	75
Pièce de théâtre 'The last walk of Adolfo ich' et conférences de défenseurs de droits humains	5 mars 2013	Arts Court Theatre, 2 Avenue Daly, Ottawa	PBI, GOPA, MWC, CSILC, la Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles, Kairos, Aluna Theatre	Lolita Chavez Roch Tassé de CSILC, la Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles et Ian Thomson de KAIROS en conférence après à la pièce de théâtre sur l'assassinat du leader communautaire Adolfo Ich par la minière canadienne Hudbay.	Public général anglophone	150
Rencontre avec MAECI	5 mars		PBI, GOPA MWC	Rencontre avec une fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international	Fonction publique	1
Table ronde "Criminalization of dissent: Impacts on human rights and environmental defenders"	6 mars 2013	University of Ottawa, Fauteux Hall		Conférence sur la criminalisation de la protestation et les défenseurs de droits humains et de l'environnement avec Roch Tassé, Lolita Chavez et Christine Jones.	Étudiants en droits anglophones	30

Évènement	Date	Lieu	Organisations partenaires	Description de l'activité	Public ciblé	Nb pers
Rencontre avec François Meloche, gestionnaire en risques financiers chez Shareholder engagement	8 mars 2013	Café Noir, Montréal	Lolita Chavez du Conseil des Peuples K'iche', François Meloche et le PAQG	Rencontre pour discuter des impacts des investissements miniers canadiens pour les communautés et les défenseurs de droits humains.	Rencontre privée	6
Manifestation 'Les femmes se lèvent contre la violence des oppresseurs'	8 mars 2013	Place Émilie-Gamelin, Montréal	Comité des femmes de diverses origines (CFDO), Idle No More, Centre communautaire des femmes sud-asiatiques, Fédération des femmes du Québec (FFQ), Mexicanos Unidos por la Regularizacion, Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ), Mouvement autonome et solidaire des sans-emplois (MASSE), Missing Justice pour les femmes autochtones disparues et assassinées	Manifestation dans le cadre de la Journée internationale des femmes, organiser en majeure partie par la Comité des femmes de diverses origines, à laquelle a participé informellement la conférencière invitée Lolita Chavez ainsi que l'équipe de travail du PAQG, des membres de son CA et des bénévoles affiliés. Pendant deux heures, des femmes ont marché dans les rues de Montréal avec des pancartes colorées et des musiciennes mobiles qui jouaient le tambour. On pouvait entendre plusieurs slogans scandés, dont : « À qui la rue? À nous la rue! »	Les femmes	1000

Évènement	Date	Lieu	Organisations partenaires	Description de l'activité	Public ciblé	Nb pers .
Soirée de solidarité au Comité Social Centre-Sud	8 mars 2013	1710 rue Beaudry, Montréal	Comité des femmes de diverses origines (CFDO), Organisation des Femmes philippines du Québec, Mouvement contre le viol et l'inceste, Front féministe prolétarien révolutionnaire, Semaine contre l'apartheid israélien, Groupe de recherche et d'information pour la libération de l'Afrique, Solidarité Sans Frontières	Les manifestantes ont été reçues avec des breuvages et une collation avant de procéder à une soirée informative et culturelle. Lolita Chavez, invitée du PAQG, s'est adressée au public pour parler du rôle des femmes dans la lutte face à l'exploitation minière canadienne au Guatemala. De nombreuses autres interventions ont suivi ainsi que des prestations musicales et de danse.	Les femmes	300
Journée d'information et d'échange sur le détournement de l'aide canadienne au développement international	9 mars 2013	Cégep de Saint-Jérôme	Solidarité Laurentides Amérique Centrale (SLAM)	L'invitée du PAQG, Lolita Chavez, a donné une conférence sur la cosmovision autochtone et les impacts de l'exploitation minière sur les communautés mayas.	Public général en régions	50
Dîner de solidarité (Solidarity Lunch)	12 mars 2013	1880 Triumph Street, Vancouver	Amnistry International (AI), Vancouver & District Labour Council, Lolita Chavez du Conseil des Peuples K'iche'	Dîner de solidarité pour lequel Lolita Chavez a répondu à des questions du public, de façon informelle, en lien avec les droits humains face à l'exploitation minière au Guatemala.	Salariés	60
Rencontre avec des groupes d'investisseurs	12 mars 2013		Amnistry International (AI), Lolita Chavez du Conseil des Peuples K'iche'	Lolita Chavez du CPK, accompagnée de Tara Scurr d'Amnistie Internationale Anglophone, ont rencontré des groupes d'investisseurs afin de communiquer les risques et conséquences sur les droits humains que provoque le fait d'investir dans des compagnies minières canadiennes au Guatemala	Groupes d'investisseurs ciblés	20

Évènement	Date	Lieu	Organisations partenaires	Description de l'activité	Public ciblé	Nb pers
Conférence au Cégep de Gatineau	14 mars 2013	Cégep de Gatineau	Roger Blanchette, professeur de sciences sociales au Cégep de Gatineau	Conférence de Lolita Chavez sur les violences engendrées par les minières canadiennes présentes au Guatemala.	Étudiants du cégep	35
Conférence 'L'industrie minière au Canada et à l'étranger : comprendre et résister'	14 mars 2013	Université du Québec en Outaouais	Thomas Collombat, professeur au département des sciences sociales	Dîner-conférence conjointe de Lolita Chavez à la suite de celle d'Alain Deneault, auteur du livre Noir Canada	Étudiants de premier cycle	60
Rencontre d'échange entre Lolita Chavez du CPK et Mining Watch Canada	14 mars 2013	Mining Watch, Ottawa	MiningWatch Canada	Lolita Chavez du Conseil des Peuples K'iche a rencontré Jennifer Moore, coordonnatrice des programmes d'Amérique latine chez MiningWatch Canada afin d'échanger et partager sur le travail respectif de leur organisation et élaborer des pistes de collaboration	Rencontre privée	4
Souper avec le Mohawk Traditional Council (MTC)	16 mars 2013	Maison Longue	Mohawk Traditional Council	Soirée d'échanges entre autochtones du Sud et du Nord	Autochtones	60
Rencontre avec Femmes autochtones du Québec	15 mars 2013	Femmes autochtones du Québec, Kahnawake	FAQ	Rencontre pour échanger sur l'organisation communautaire.	Femmes autochtones du Québec	5
Conférence 'Les impacts de l'exploitation minière sur les communautés mayas	18 mars 2013	Université Laval	N/A	Conférence ouverte au public afin de s'adresser aux étudiants de l'Université Laval à Québec	Étudiants premier cycle	15

Évènement	Date	Lieu	Organisations partenaires	Description de l'activité	Public ciblé	Nb pers .
Conférence 'Guatemala : les impacts de l'exploitation minière sur les communautés mayas	18 mars	Auberge l'Autre Jardin, Québec	CAPMO	Conférence de Lolita Chavez.	Public général	55
Entrevue avec la SOCAM	19 mars	Wendake	SOCAM	Entrevues aux émissions innues et attikameks. Dîner partagé avec les membres du personnel de la SOCAM	Médias autochtones	500

Évènement	Date	Lieu	Organisations partenaires	Description de l'activité	Public ciblé	Nb pers .
4 ^e édition du Colloque Plan Nord, Plans Sud : criminalisation de la résistance dans les Amériques	21-22 mars 2013	Université du Québec à Montréal	CSN, Entraide Missionnaire, Coalition QUISETAL, réseau DIALOG, CDHAL, PASC, Centr'Ere, Chaire Nycole-Turmel, AFESPED, ABICEP, Amnistie Internationale Francophone	Un colloque s'étalant sur deux jours a été organisé afin de faire état de la criminalisation des défenseurs de droits humains en Amérique latine. Le mot d'ouverture du colloque fût prononcé par Nancy Thède, titulaire de la Chaire Nycole-Turmel, et abordait le discours de la croissance d'un angle critique. Les conférenciers - étudiants aux études supérieurs, professeurs, militants occupant un emploi engagé - ont élaboré sur trois grands thèmes enveloppant la politique étrangère canadienne, le phénomène juridique servant d'outil stratégique de bâillonnement, c'est-à-dire la poursuite bâillon (ou SLAPP en anglais) et les alternatives face au rétrécissement des espaces publics de protestation. En tout, plus de quinze conférenciers sont intervenus devant un public de plus de 150 personnes. Des ateliers discussion qui regroupaient conférenciers et participants ont également été tenus. Leur but était de laisser la chance aux conférenciers ainsi qu'aux participants d'approfondir sur un sujet donné (1 thème/2 conférenciers par groupe). En tout, 8 ateliers discussion ont eu lieu.	Public étudiant et activiste	150

Évènement	Date	Lieu	Organisations partenaires	Description de l'activité	Public ciblé	Nb pers .
5 à 7 de clôture du colloque Plan Nord, Plans Sud	22 mars 2013	Bar le Vinyle	N/A	Le PAQG a invité les participants au colloque pour un 5 à 7 informel et convivial au bar le Vinyle afin d'échanger davantage dans une ambiance décontractée.	Participant s au colloque Plan Nord, Plans Sud	30

Remerciements

Le PAQG tient à remercier les bénévoles, les stagiaires et les membres de l'équipe pour leur dévouement et leur implication. Nous tenons aussi à souligner l'appui de nos généreux donateurs pour leurs précieuses et essentielles contributions aux projets du PAQG: Inter Pares; le Syndicat des professeur-e-s de l'UQAM; le Syndicat du personnel enseignant du Collège Ahuntsic (SPECa); le Fonds de solidarité CSQ; le Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN; les Oblates Franciscaines de St-Joseph; les Sœurs de Saint François d'Assise; Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC-PSAC); Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ).

Finalement, un merci tout spécial à nos partenaires organisationnels, le Centre de ressources sur la non-violence (CRNV), l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et le ministère des Relations internationales (MRI).

Alors que personne ne peut prévoir ce que le futur réserve au peuple guatémaltèque, nous espérons pouvoir continuer de compter sur votre appui, quel qu'il soit, afin de faire une différence au Guatemala tout en sensibilisant notre communauté sur la réalité guatémaltèque.

Analyse sommaire des états financiers 2012-2013

L'exercice 2012-2013 s'est soldé par un surplus de 13 470 \$. Il s'agit d'une bonne nouvelle qui permettra au PAQG d'affronter un déficit prévu pour l'exercice financier 2013-2014. Nous pouvons attribuer le surplus financier de 2012-2013 à la gestion serrée des dépenses effectuée par la coordonnatrice ainsi que par une augmentation des dons et subventions reçus grâce aux demandes et démarches également réalisées par la coordonnatrice.

Revenus

Les revenus totaux s'élèvent à 77 231\$ ce qui représente augmentation appréciable de 57% par rapport à l'année 2011-2012. Cette augmentation provient de plusieurs sources : en premier lieu, de l'obtention de la subvention pour le stage Québec sans frontières (QSF), volet Organisme de coopération internationale (OCI) du Ministère des relations internationales du Québec (MRI); en second lieu, de la majoration de 10 000 \$/ année du Programme d'appui à la mission d'éducation des organismes de coopération internationale (PAME-OCI) également du MRI; et finalement, par l'apport financier de plusieurs organisations, dont le PAME-FEepsi, au projet de tournée « Exploitation des ressources naturelles au Sud et au Nord : vers la criminalisation de la défense des droits. »

Dépenses

Les dépenses de l'exercice s'élèvent à 63 761 \$, supérieur de près de 20 000 \$ en comparaison à l'année précédente. Cette augmentation se fait particulièrement sentir dans le poste budgétaire concernant les salaires et charges sociales. En effet, grâce à la subvention de

QSF-OCI nous avons pu engager une stagiaire à temps partiel à titre de chargée de l'éducation pour coordonner la tournée « Exploitation des ressources naturelles au Sud et au Nord : vers la criminalisation de la défense des droits. »

Bilan

Le compte de bilan présente la synthèse de la situation patrimoniale de l'organisme : les ressources dont il dispose (actif) et le moyen par lequel il s'est financé (passif). Le PAQG possède un actif total de 47 816 \$ qui comprend l'encaisse et les comptes à recevoir. Il s'agit d'une augmentation substantielle de 13 470 \$ qui représente exactement le surplus de l'exercice financier de l'année 2012-2013. Le passif, pour sa part, est resté presque stable, avec une légère augmentation non significative de 0.08 \$.

La marge actuelle de manœuvre de l'organisme (actif à court terme moins passif à court terme) équivaut à 53% des dépenses de l'exercice, ce qui signifie *qu'avec les seules ressources financières disponibles* à la fin du de l'exercice 2012-2013, et à coûts constants, l'organisme serait capable de réaliser la moitié des activités de l'exercice précédent. Ce sont les subventions, les dons et les activités d'auto-financement qui vont lui permettre de combler le manque à gagner pour qu'il puisse réaliser les projets et activités propres à sa mission.

Note concernant la comptabilité par projets

A l'interne, le PAQG effectue une comptabilité par projets qui lui permet de comptabiliser les dépenses en lien avec les différents projets d'éducation de l'organisme. Soixante-dix pourcent des dépenses du l'exercice 2012-2013 sont des dépenses liées aux projets d'éducation en rapport aux dépenses de fonctionnement et autres activités en lien avec la mission du PAQG. En effet, la totalité du salaire de la stagiaire à l'éducation et une grande partie du salaire de la coordination est affecté au projet d'éducation, ainsi qu'environ 35 % des dépenses de fonctionnement peuvent être affectées aux projets d'éducation.

Il importe également de faire ressortir l'importance des services rendus à titre de bénévoles qui ne peuvent être comptabilisés dans l'exercice financier (voir la note 2 à la page 5 des États financiers 2012-2013).

Annexe 1 – États financiers comptables